



L'accréditation pour rendre le monde plus sûr



Journée mondiale de l'accréditation

9 juin 2018

(#WAD2018)

L'accréditation pour rendre le monde plus sûr

Le 9 juin 2018 est la Journée Mondiale de l'Accréditation, initiative internationale créée conjointement par International Accreditation Forum (IAF) et International Laboratory Accreditation Cooperation (ILAC) pour promouvoir l'accréditation. Le thème porte cette année sur le rôle joué par l'accréditation pour rendre le monde plus sûr.

Quels sont les enjeux ?

Il y a plus de 2,78 millions de morts chaque année du fait d'accidents ou de maladies liés au travail. Environ 125 millions de personnes dans le monde sont exposées à l'amiante sur leur lieu de travail, entraînant la mort de plusieurs milliers de personnes chaque année des suites d'un cancer du poumon. Un décès sur huit dans le monde, soit environ 7 millions de personnes, est dû à la pollution de l'air. A titre de comparaison, il y a eu 1,25 million de morts causées par des accidents de la route en 2013¹. Il y a également 374 millions d'accidents et de maladies non mortels liés au travail chaque année, beaucoup conduisant à des absences prolongées. Mis à part le coût humain significatif, l'impact économique du manque d'attention accordée à la sécurité et à la santé au travail est estimé à 3,94 % du PIB mondial chaque année² (environ 2280 milliards d'euros ou 2800 milliards de dollars de coûts directs et indirects en lien avec des blessures et maladies).

Des problèmes récents concernant de la nourriture avariée, des drogues, des appareils électroniques, et d'autres produits de consommation ont clairement mis en évidence la nécessité de prendre davantage de mesures pour protéger les consommateurs. Les statistiques sur les blessures mettent en exergue que les problèmes de conception, les défauts de fabrication et une information des consommateurs insuffisante en matière de sécurité sont responsables de nombre de blessures.

Dans l'ensemble de la société, nous attendons que les produits que nous achetons, des appareils électriques aux jouets pour les enfants, que notre environnement (eau sans contaminant, air dépourvu de tous polluants nocifs), ou que les projets de construction de grands ouvrages (routes, ponts et systèmes de transport public) soient sans danger.

Nos sources d'énergie quotidiennes, comme le gaz ou l'électricité, devraient également être accessibles sans dommage ou risque de blessure.

Nous devrions pouvoir compter sur des services de base comme l'eau potable et les examens médicaux.

Les entreprises ont la responsabilité de s'assurer que leurs salariés, visiteurs et clients ne sont pas exposés à des risques de blessures ou de maladies. Elles doivent également garantir à leurs salariés un certain bien-être.

Les réglementations en matière de santé et de sécurité varient d'un pays à un autre. Dans certains pays, des pénalités sévères sont appliquées en cas d'accident du travail ou de non-respect des politiques établies. Dans d'autres, les politiques en matière de développement économique prennent le pas sur celles concernant la santé et la sécurité. Certaines entreprises ont l'impression de faire face à un véritable challenge pour trouver le juste équilibre entre les besoins opérationnels d'un côté et la santé et la sécurité de l'autre, alors que d'autres se focalisent uniquement sur les questions de rentabilité.

Mettre à disposition un environnement de travail sûr ne devrait pas être perçu comme une contrainte réglementaire, mais comme un moyen de :

- Réduire les coûts ;
- Diminuer le nombre d'absence des salariés et le turnover au sein des équipes ;
- Etre confronté à moins d'accidents ;
- Limiter le risque d'être confronté à une action en justice ;
- Protéger la réputation de l'entreprise en matière de responsabilité sociale vis-à-vis des investisseurs et des consommateurs ;
- Accroître la productivité grâce à un personnel en meilleure santé et plus motivé.

¹ Source : Organisation Mondiale de la Santé

² Source : Organisation Internationale du Travail

Quel est le rôle de l'accréditation ?

Les projets achevés, les matières premières, les produits, les services, les systèmes de management, et/ou les personnes peuvent être évalués selon une norme, un code de bonnes pratiques, ou des exigences réglementaires par des laboratoires d'essai ou d'étalonnage, des organismes d'inspection ou de certification (communément appelés organismes d'évaluation de la conformité). Le recours à ces organismes d'évaluation de la conformité permet de vérifier que les produits et services peuvent être utilisés en toute sécurité.

L'accréditation est l'évaluation indépendante de ces organismes d'évaluation de la conformité, selon des normes reconnues pour mener des activités spécifiques, afin de garantir leur intégrité, impartialité et compétence. Au travers de l'application de normes nationales et internationales, les ministères, les entreprises et l'ensemble de la société peuvent donc avoir confiance dans les résultats d'essai et d'étalonnage, les rapports d'inspection et les certifications délivrés. Les organismes d'accréditation ont pour mission d'assurer que les organismes

d'évaluation de la conformité sont surveillés par une instance compétente. Les organismes d'accréditation qui ont été reconnus compétents suite à une évaluation par leurs pairs sont signataires d'accords de reconnaissance internationaux afin d'améliorer l'acceptation des produits et services à travers les frontières, créant ainsi une infrastructure globale pour soutenir les processus en place en matière de santé et de sécurité.

Ces accords sont gérés par IAF pour l'accréditation des organismes de certification et de vérification, et par ILAC pour l'accréditation dans les domaines des essais, des étalonnages et des inspections. Ce système garantit que les accréditations délivrées ont la même valeur, partout dans le monde.

Il en résulte que les produits et services testés, inspectés ou certifiés une fois sous l'égide d'IAF ou d'ILAC peuvent être acceptés partout avec le même niveau de confiance.

Quels sont les bénéfices de l'accréditation ?

Pour le gouvernement et les régulateurs

Le rôle du gouvernement et des organismes de régulation est de garantir que les entreprises mettent à disposition un environnement de travail sûr. Ils peuvent fixer une politique ou des exigences techniques pour les produits ou services mis sur le marché, et s'appuyer sur des organismes d'évaluation de la conformité accrédités pour vérifier la conformité avec ces exigences.

L'accréditation peut être utilisée pour soutenir la politique en matière de santé et de sécurité de différentes manières. Par exemple, les marchés peuvent se réguler eux-mêmes, les entreprises se mettant d'accord pour respecter des spécifications établies. Cela peut s'appliquer dès lors qu'il y a un

besoin de rassurer les marchés sur la conduite professionnelle de l'entreprise tout en minimisant les risques, mais où il n'y a pas de volonté du gouvernement d'intervenir pour mettre en place une réglementation.

Parallèlement, les entreprises qui démontrent leur conformité avec des normes au travers de l'accréditation peuvent gagner en reconnaissance vis-à-vis des régulateurs, qui leur font alors confiance pour ce qui est du respect de leurs obligations légales. Cela permet aux régulateurs de réduire la surveillance et les visites d'inspection, tout en diminuant les coûts pour le contribuable. Cette reconnaissance peut permettre d'atteindre les mêmes résultats, voire de meilleurs résultats qu'avec la mise en place d'une réglementation, mais sur la base du volontariat. De cette façon, le coût de la réglementation est réduit, à la fois pour le

gouvernement et pour les entreprises faisant l'objet de cette réglementation.

Les accords de reconnaissance au niveau international en matière d'accréditation dotent les régulateurs d'un cadre robuste et crédible pour accepter les résultats d'essais accrédités, les rapports d'inspection et les certifications de l'étranger, avec un niveau de confiance équivalent à celui obtenu s'ils avaient été produits au sein de leur propre pays.

Des exemples de la manière dont les régulateurs utilisent l'accréditation pour soutenir leurs objectifs de politique de santé et de sécurité sont accessibles sur le site Public Sector Assurance: <http://www.publicsectorassurance.org/topic-areas/health-safety/>

Exemples :

Assurer la compétence des maîtres-nageurs à Dubaï

Dubaï possède des plages, des hôtels avec piscines, des résidences et des complexes de sport, ainsi que des parcs aquatiques sous la surveillance de milliers de maîtres-nageurs.

Le Département de la Sécurité et de la Santé Publique de la ville de Dubaï s'appuie sur une certification accréditée de ses maîtres-nageurs pour rendre le séjour des touristes plus sûr.

Le référentiel suit la norme ISO/CEI 17024 et couvre à la fois la certification des maîtres-nageurs intervenant dans les piscines, les eaux peu profondes et sur les plages.

Il permet d'évaluer les compétences des maîtres-nageurs pour le sauvetage et les gestes de premier secours. Après avoir passé avec succès les examens et répondu aux exigences de certification, les maîtres-nageurs reçoivent un certificat et une carte de l'organisme accrédité.

Contribuer à améliorer la sécurité et la prévention des risques d'accident sur les chantiers

Le marché de la construction est de plus en plus concurrentiel, conduisant les maîtres d'œuvre à réduire la durée des chantiers en optimisant les interventions des différents corps de métier.



Pour prévenir les risques résultant de leurs interventions simultanées, le Code du travail français prévoit de faire appel à un coordonnateur sécurité et protection de la santé qui intervient dès la phase de conception et jusqu'à la réception. Ce coordonnateur doit justifier d'une attestation de compétence valide, acquise lors d'une formation dispensée par un organisme de formation certifié par un organisme accrédité.

La mise en place d'une certification accréditée pour les organismes de formation a permis d'améliorer la qualité des formations dispensées et donc de mieux maîtriser les risques liés à la co-activité sur les chantiers.

Assurer la compétence des évaluateurs dans le domaine du risque incendie

La responsabilité de mener une évaluation du risque incendie et de prendre les mesures de sécurité nécessaires revient aux dirigeants. Le gouvernement et le service de secours incendie écossais recommandent aux dirigeants qui souhaiteraient faire appel aux services d'un évaluateur externe spécialiste des risques d'incendie de vérifier que cet évaluateur est compétent. Une façon de vérifier la compétence d'un évaluateur est de le choisir parmi la liste d'évaluateurs compétents dans le domaine du risque incendie et soutenus par un organisme professionnel ou par un organisme certificateur indépendant accrédité.

La gestion de l'amiante dans les bâtiments commerciaux

Le ministère de la Santé et de la Sécurité (Health and Safety Executive, HSE) du Royaume-Uni a mis en place une réglementation pour protéger les salariés et, plus largement, le grand public des risques d'exposition à l'amiante. Entre autres, la réglementation sur le contrôle de l'amiante exige que la présence d'amiante soit recherchée par un laboratoire accrédité selon les exigences de la norme ISO/CEI 17025, standard international pour les laboratoires d'analyses.

Le HSE recommande également que la recherche d'amiante soit menée par des organismes d'inspection accrédités selon les exigences de l'ISO/CEI 17020, la norme internationale des organismes œuvrant en inspection. Il encourage fortement le recours à de tels organismes accrédités pour une gestion plus sûre des risques liés à l'amiante. Le régulateur reconnaît que l'accréditation garantit aux clients la compétence d'un organisme réalisant le contrôle.

Protéger les travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante

Malgré son interdiction en France depuis le 1er janvier 1997, l'amiante reste présente dans de nombreux bâtiments et les opérations de désamiantage sont loin d'être terminées, ce qui expose les travailleurs à des risques pour leur santé. C'est pourquoi le ministère du travail a décidé de s'appuyer sur l'accréditation pour accompagner la politique de prévention des risques liés à l'amiante.

Par exemple, l'accréditation constitue une condition pour exercer une activité de certification en relation avec l'exposition à l'amiante (activités pour les entreprises, les centres de formation ou les opérateurs).

Le mesurage de l'empoussièrement et le contrôle du respect de la valeur limite doivent quant à eux être réalisés par des laboratoires accrédités.

Quels sont les bénéfices de l'accréditation ?



Pour les entreprises

Les entreprises peuvent prouver qu'elles respectent les meilleures pratiques en mettant en œuvre un système de management dans le domaine de la santé et de la sécurité, dans le but de :

- Améliorer leur réputation et gagner de nouveaux marchés ;
- Réduire les risques d'arrêts de travail liés à des accidents ;
- Prouver qu'elles respectent les obligations réglementaires ;
- Réaliser des économies potentielles au titre des primes d'assurance responsabilité civile ;
- Attirer et garder leurs collaborateurs.

Dans un certain nombre de domaines, le recours à des services accrédités avant d'introduire un produit sur le marché est une obligation. Dans d'autres domaines, l'accréditation constitue un « permis » pour faire affaire avec les acheteurs de premier ordre qui la demandent.

L'accréditation fournit un avantage concurrentiel sur le marché et une preuve objective que les produits sont sûrs et conformes au cahier des charges.

L'accréditation est de plus en plus reconnue dans le cadre des appels d'offres et dans les échanges commerciaux à l'international. Dans certains cas, elle peut générer des réductions d'impôts ou permettre de s'affranchir de certaines vérifications.

Des exemples sur la façon dont les entreprises bénéficient d'avantages significatifs en s'appuyant sur les normes et l'accréditation sont disponibles sur le site <http://business-benefits.org>

Exemples :

L'accréditation réduit le nombre d'audits réglementaires et les coûts associés

L'accréditation des laboratoires pour l'analyse de l'eau de consommation permet de s'affranchir des audits réglementaires et réduit ainsi de façon significative la charge de l'Inspection d'eau de consommation (Drinking Water Inspectorate, DWI) réalisant ces audits, en supprimant les inspections réglementaires systématiques dans les laboratoires. En revanche, si un laboratoire choisit de ne pas adopter l'accréditation pour son activité d'analyse de l'eau de consommation, il pourra faire l'objet d'audits engendrant des coûts.

« BuildSafe » en Irlande du Nord exige l'OHSAS 18001 pour les appels d'offres dans le domaine de la construction

Les entrepreneurs et consultants (et leur chaîne logistique) répondant aux appels d'offres du secteur public doivent être en mesure de convaincre leurs

clients, dans le domaine de la construction, qu'ils disposent des ressources et des compétences pour travailler de façon sûre. Les entreprises bénéficiant d'une certification accréditée OHSAS 18001 sont par conséquent en bonne position pour remporter ces appels d'offres.

Exclure les conducteurs de taxi fraudeurs

Tous les taxis en Suède doivent être rattachés à un centre de contrôle pour le transfert des informations propres à chaque taximètre (sans fil et numériques) fournissant le détail des distances parcourues. L'agence de transport suédoise, responsable de l'enregistrement des comptes de ces centres, a mis en place une politique pour réduire les fraudes sur les taxes et exclure les conducteurs de taxis fraudeurs. Afin de redonner confiance dans le système, les centres de contrôle doivent s'assurer que leur équipement est certifié par un organisme de certification accrédité.

Un meilleur taux d'emprunt et d'assurance offert aux entreprises japonaises pour leur gestion du risque

La banque de développement du Japon (DBJ) propose des taux d'emprunt plus attractifs et des remises sur les frais d'assurance aux entreprises commerciales qui ont pris des mesures pour réagir plus efficacement en cas d'urgence. La banque prend en compte des indicateurs sur la continuité des activités, l'anticipation et la réduction des risques, et reconnaît que la certification accréditée relative aux systèmes de management pour la continuité des activités, selon l'ISO 22301/22313, aide à faire face aux risques d'exposition.

ISO 45001 – Santé et sécurité au travail

Le 12 mars, l'ISO a publié la norme ISO 45001 relative aux systèmes de management de la santé et de la sécurité au travail, établissant un cadre de référence pour améliorer la sécurité des travailleurs, réduire les risques sur le lieu de travail et générer de meilleures conditions de travail plus sûres.

La certification accréditée selon cette norme peut aider les entreprises à améliorer leur façon de répondre aux questions de conformité avec la réglementation, et à réduire les coûts imprévus, tels que les primes d'assurance.

Quels sont les bénéfices de l'accréditation ?

Pour les salariés

Travailler avec une entreprise qui a mis en place un système de management en matière de santé et de sécurité au travail envoie un message clair aux salariés et parties prenantes : c'est placer la santé et la sécurité des salariés au cœur des préoccupations de l'organisation. Cela permet d'identifier les risques et de garantir un environnement de travail sûr.

Exemple:

La réduction des accidents sur le lieu de travail entraîne une baisse des frais d'assurance pour les entreprises en Italie

L'autorité d'indemnité des travailleurs italiens (INAIL), l'institut gouvernemental national d'assurance pour les accidents du travail, a noté que les organisations possédant une certification accréditée de système de management en matière de santé et de sécurité au travail, selon la norme OHSAS 18001, ont réduit ces accidents de plus de 40 % dans certains secteurs. En conséquence, l'INAIL offre aux entreprises bénéficiant d'une telle certification accréditée selon la norme OHSAS 18001 plus de 28 % de remise sur leurs primes d'assurance.



Pour les citoyens

La présence d'un certificat de conformité émis sous accréditation peut donner confiance au public dans les produits et services qu'il utilise. Les accords de reconnaissance internationaux concernant l'accréditation assurent que ces produits et services mis sur le marché sont conformes à des normes de qualité et de sécurité, quel que soit leur pays d'origine.

Exemples :

Améliorer la sécurité des produits

Une étude européenne menée par la fédération internationale des agences d'inspection (IFIA) a révélé que près de 80 % des produits testés portant le marquage CE sur la base d'une autodéclaration de conformité ne sont pas conformes aux directives européennes. L'étude a également mis en exergue le fait que 16 % des produits présentent d'importantes failles de sécurité, conduisant à un risque élevé de

blessure ou d'incendie, contre moins de 1 % des produits certifiés par un organisme tierce partie accrédité.

La certification améliore le niveau de sécurité du tourisme d'aventure néo-zélandais

Tous les opérateurs de tourisme d'aventure en Nouvelle-Zélande exigent une certification de la sécurité, conformément au schéma de certification néo-zélandais d'activités d'aventure. Les fournisseurs doivent passer et réussir un audit de sécurité qui certifie que les processus de sécurité répondent aux normes utilisées pour l'audit de sécurité.

Assurer l'usage effectif de la vidéo-protection au travers d'une certification accréditée

Le gouvernement britannique a introduit un code de bonnes pratiques pour l'usage des caméras de surveillance faisant état de 12 principes directeurs pour assurer et démontrer à la population que les caméras sont toujours utilisées de façon transparente, proportionnée et efficace par les autorités compétentes (police, commissaires de police, les autorités locales et les forces de police non organiques). Une certification accréditée délivrée par une tierce partie permet aux organisations de clairement démontrer qu'elles appliquent le code de bonnes pratiques en matière de vidéo-protection. La certification valorise les meilleures pratiques et assure la conformité au code.



Soutenir la protection contre le terrorisme

Le programme BioWatch du ministère de la sécurité intérieure américain permet la détection précoce d'une attaque bioterroriste et aide la population à préparer une réponse coordonnée.



La combinaison d'une détection, d'une notification rapide et de la planification de la réaction aide les décisionnaires, au niveau fédéral, étatique ou local à prendre des mesures pour sauver des vies et atténuer les dégâts.

Le programme d'assurance qualité BioWatch (QA) garantit que le programme BioWatch continue de fournir des résultats recevables avec un haut niveau de confiance pour les décisionnaires en matière de santé publique. Le programme QA a été mis en place en 2011 pour assurer que les opérations menées sur le terrain et en laboratoire le sont conformément à des politiques de programmation, protocoles et des exigences de contrôle qualité pour garantir que les résultats sont défendables. Les laboratoires doivent être accrédités pour pouvoir y participer.

Contribuer à assurer la sécurité dans les établissements recevant du public (ERP)

Les ERP en France sont soumis à des dispositions particulières issues du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique. La réglementation vise notamment à limiter les risques d'incendie et de propagation, à favoriser l'évacuation des occupants et à faciliter l'intervention des services de secours.

Cela se traduit par une obligation pour les constructeurs, installateurs et exploitants de procéder, pendant la construction et périodiquement par la suite, à des vérifications afin d'assurer que les installations et équipements sont établis, maintenus et entretenus conformément à la réglementation. Ces vérifications sont effectuées par des organismes agréés par le ministère de l'intérieur sur la base d'une accréditation.

Plus d'informations

L'accréditation est un outil mondialement reconnu pour, non seulement, évaluer et contrôler les risques inhérents aux opérations internes des entreprises, mais aussi ceux relatifs aux produits et services mis sur le marché. De cette façon, les régulateurs, acheteurs et salariés peuvent se montrer confiants : l'accréditation rend le monde plus sûr.

Consultez le site

<http://www.publicsectorassurance.org/topicareas/health-safety/> pour accéder aux recherches, exemples et informations sur les apports de l'accréditation dans la mise en place d'une politique de santé et de sécurité.

Consultez le site

www.businessbenefits.org pour plus d'exemples sur la façon dont les entreprises peuvent bénéficier des normes et de l'accréditation.



The ILAC Secretariat

Phone: +612 9736 8374
Email: ilac@nata.com.au
Website: www.ilac.org



@ILAC_Official



<https://www.youtube.com/user/IAFandILAC>



The IAF Secretariat

Phone: +1 (613) 454 8159
Email: iaf@iaf.nu
Website: www.iaf.nu



@IAF_Global



<http://www.linkedin.com/company/international-accreditation-forum-inc>



<https://www.youtube.com/user/IAFandILAC>